

COUR D'APPEL DE PARIS
ORDONNANCE DE RADIATION du 8 juin 2021

Pôle 5 - Chambre 1
N° RG 20/00408 - N° Portalis 35L7-V-B7E-CBHDU

Décision attaquée : n° 17/05984 rendue par le Tribunal de Grande Instance de PARIS le 25 octobre 2019

Appelants :

Monsieur P C, représenté par Me V R de la SCP GRV ASSOCIES, avocat au barreau de PARIS, toque : L0010 - N° du dossier 2019405

SAS SOCIETE DE GESTION PIERRE CARDIN (SGPC) Agissant poursuites et diligences de son Président domicilié en cette qualité audit siège, représentée par Me V R de la SCP GRV ASSOCIES, avocat au barreau de PARIS, toque : L0010 - N° du dossier 2019405

Intimées :

Société MALU NV agissant poursuites et diligences en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, représentée par Me A G de la SCP GRAPPOTTE BENETREAU, avocats associés, avocat au barreau de PARIS, toque : K0111 - N° du dossier 20200017

Société MJS ASR BRAND LICENSEE

Nous, D B , magistrat en charge de la mise en état,
Assistée de Karine A, Greffier,

Vu les articles 377, 381 à 383 et 781 du code de procédure civile,

Attendu qu'il n'a pas été procédé à la mise en cause des héritiers de Monsieur P C, appelant, décédé.

PAR CES MOTIFS,

Ordonnons la radiation de l'affaire ;

Rappelons que le réenrôlement sera subordonné à l'accord préalable du magistrat en charge de la mise en état porté sur une copie de la présente ordonnance sur justification de l'accomplissement des diligences dont le défaut a entraîné la radiation;

Disons que la présente décision sera notifiée aux parties ainsi qu'à leurs représentants par lettre simple.

Ordonnance rendue par D B , magistrat en charge de la mise en état assistée de Karine A, greffière présente lors de la mise à disposition de l'ordonnance au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.